

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Mélodie Couture-Montmeny, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Alban pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date _____

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	8
État consolidé des flux de trésorerie	9
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	10
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	30
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	31
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	32
Situation financière par organismes	33
Charges par objets	34
Excédent (déficit) accumulé	35
Avantages sociaux futurs	39

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	46
Analyse des charges consolidées	58

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la

Municipalité de Saint-Alban,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Alban (Municipalité), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023, les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), de l'état des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité a conclu qu'aucun passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ne devait être comptabilisé au 31 décembre 2023. Cependant, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne l'exhaustivité des immobilisations recensées pour conclure à l'absence d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2023. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Dans le cadre de l'application au 1er avril 2022 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Municipalité a conclu qu'aucun passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ne devait être comptabilisé au 31 décembre 2023. Cependant, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne l'exhaustivité des immobilisations recensées pour conclure à l'absence d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations au 31 décembre 2023. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Alban inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Autre point

Les états financiers de la Municipalité pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé sur ces états financiers une opinion non modifiée en date du 16 mars 2023.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités de la Municipalité pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de la Municipalité, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Mallette S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréées

Saint-Marc-des-Carières, le 8 avril 2024

CPA auditrice, permis de comptabilité publique no A129685

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Revenus				
Taxes	1	1 844 822	1 900 196	1 692 065
Compensations tenant lieu de taxes	2	30 147	32 721	32 805
Quotes-parts	3			
Transferts	4	207 220	290 878	1 622 773
Services rendus	5	170 292	234 605	190 038
Imposition de droits	6	33 500	52 838	76 811
Amendes et pénalités	7	5 000	19 430	11 757
Revenus de placements de portefeuille	8	1 238	4 823	2 438
Autres revenus d'intérêts	9	1 628	30 131	20 246
Autres revenus	10	77 921	122 418	149 773
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	2 371 768	2 688 040	3 798 706
Charges				
Administration générale	14	439 368	479 927	485 039
Sécurité publique	15	284 099	310 987	312 630
Transport	16	520 498	1 032 569	861 179
Hygiène du milieu	17	429 263	638 592	624 800
Santé et bien-être	18	5 974	10 168	99 534
Aménagement, urbanisme et développement	19	89 358	67 967	88 527
Loisirs et culture	20	185 758	228 287	189 367
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	110 089	183 562	147 126
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	2 064 407	2 952 059	2 808 202
Excédent (déficit) de l'exercice	25	307 361	(264 019)	990 504
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		10 744 517	9 754 013
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		10 744 517	9 754 013
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		10 480 498	10 744 517

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	118 004	319 863
Débiteurs (note 5)	2	1 844 454	2 207 739
Prêts (note 6)	3	36 965	3 000
Placements de portefeuille (note 7)	4	84 918	74 140
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	2 084 341	2 604 742
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	3 052 968	2 846 170
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	227 638	446 164
Revenus reportés (note 11)	12	86 093	46 033
Dette à long terme (note 12)	13	3 985 567	3 731 232
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15	89 924	82 534
	16	7 442 190	7 152 133
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 357 849)	(4 547 391)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	15 682 408	15 176 857
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	86 721	99 643
Stocks de fournitures	20	17 251	14 546
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	54 818	862
	23	15 841 198	15 291 908
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	10 483 349	10 744 517
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	10 480 498	10 744 517
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26	2 851	
	27	10 483 349	10 744 517

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Budget	Réalisations	
		2023	2023	2022
Excédent (déficit) de l'exercice	1	307 361	(264 019)	990 504
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	533 782)(	1 165 811)(	2 786 112)
Produit de cession	3		5 778	722
Amortissement	4	40 197	660 260	608 458
(Gain) perte sur cession	5		(5 778)	(722)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(493 585)	(505 551)	(2 177 654)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		12 922	86 131
Variation des stocks de fournitures	10		(2 705)	1 923
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(53 956)	(235)
	13		(43 739)	87 819
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		2 851	
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(186 224)	(810 458)	(1 099 331)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(4 547 391)	(3 448 060)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(4 547 391)	(3 448 060)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(5 357 849)	(4 547 391)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1		
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :			
Dérivés	2		
Placements de portefeuille	3	2 851	
Autres			
▪	4.1		
Montants reclassés dans l'état des résultats			
▪	5.1		
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	2 851	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	2 851	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(264 019)	990 504
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	660 260	608 458
Autres			
▪ Gain sur cession	3.1	(5 778)	(722)
	4	390 463	1 598 240
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	363 285	(1 544 280)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(211 136)	129 768
Revenus reportés	8	40 060	7 369
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	12 922	86 131
Stocks de fournitures	11	(2 705)	1 923
Autres actifs non financiers	12	(53 956)	(235)
	13	538 933	278 916
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 165 811)	(2 786 112)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	5 778	722
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17	()	()
	18	(1 160 033)	(2 785 390)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	(33 965)	(3 000)
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	(7 927)	(8 720)
Cession	22		
	23	(41 892)	(11 720)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	633 456	1 752 782
Remboursement de la dette à long terme	25	(385 926)	(233 026)
Variation nette des emprunts temporaires	26	206 798	1 086 170
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	6 805	(27 045)
Autres			
▪	28.1		
	29	461 133	2 578 881
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	(201 859)	60 687
Solde déjà établi	31	319 863	259 176
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	319 863	259 176
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	118 004	319 863

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Alban, fusionnée selon le décret publié le 31 décembre 1991, est un organisme municipal constitué et régi en vertu du Code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Municipalité et des organismes qu'elle contrôle.

Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

N/A

b) Partenariats

La Municipalité participe au partenariat suivant : la Régie régionale de Gestion des Matières résiduelles de Portneuf (ci-après la Régie).

Le taux de participation de la Municipalité dans les opérations pour l'exercice est de 1,7280 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 1,8764 % en début d'exercice à 1,7280 % à la fin de l'exercice.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux et le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie consolidés de la Municipalité et de la Régie sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires qui peuvent être convertis en tout temps en trésorerie.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont évalués à la juste valeur marchande.

Prêts

Les prêts comptabilisés au coût après amortissement sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du Fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels et du Fonds de réfection et entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (pour la Régie)

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Régie en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Régie comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

<u>Pour la Municipalité :</u>	Durées
Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
<u>Pour la Régie :</u>	
Infrastructures	5 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Véhicules	7 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans

Les immobilisations en cours de développement ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

La Municipalité et la Régie capitalisent les frais financiers relatifs aux immobilisations en cours de développement jusqu'à la date d'achèvement des travaux de construction ou d'amélioration.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent sont présentées dans les actifs financiers.

Stocks

Pour la Municipalité :

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetées en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Pour la Régie :

Les stocks sont comptabilisés au coût. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité ou la Régie bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité ou la Régie bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

F) Revenus

Constatation des revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le revenu de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite offert par la Municipalité à ses employés est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes de retraite auxquels participe la Régie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges, à l'exception de l'amortissement comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Régie a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Elles sont créées aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Régie et amorties selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

-Éléments présentés à l'encontre des DCTP :

- pour le financement des activités de fonctionnement : au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

I) Instruments financiers

Évaluation des instruments financiers

La Municipalité et la Régie évaluent initialement leurs actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elles évaluent au coût.

Elles évaluent ultérieurement tous leurs actifs et passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que les instruments financiers évalués à la juste valeur soient décomptabilisés. À ce moment, le solde cumulé des gains et pertes de réévaluation rattaché à ces instruments est reclassé dans les résultats.

Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé aux résultats.

Frais de financement

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les coûts de transaction et commissions relatifs aux instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur après leur comptabilisation initiale sont comptabilisés à titre de charge lorsqu'ils sont engagés.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Mise en application du chapitre SP 3280 du Manuel de CPA Canada

À compter du présent exercice, la Municipalité et la Régie ont adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280, Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Municipalité et la Régie comptabilisent un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Municipalité ou la Régie qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Municipalité et la Régie doivent comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique qui oblige la Municipalité ou la Régie à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences ont fait l'objet d'une application prospective.

La Régie appliquait antérieurement le chapitre SP 3270, Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides. L'adoption des nouvelles recommandations du chapitre SP 3280 n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Régie.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Municipalité.

Mise en application des chapitres SP 3450, SP 3041, SP 2601 et SP 1201 du Manuel de CPA Canada

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Au cours de l'exercice, la Municipalité et la Régie ont adopté les exigences des chapitres SP 3450, Instruments financiers, SP 3041, Placements de portefeuille, SP 2601, Conversion des devises et SP 1201, Présentation des états financiers, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022.

Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur les risques découlant des instruments financiers.

Pour la Municipalité, ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective et n'ont eu aucune incidence sur les montants comptabilisés aux états financiers.

Pour la Régie :

Les effets sur les états financiers de la Régie portent principalement sur ses placements ainsi que sur les éléments de ses résultats et de ses gains et pertes de réévaluation en découlant.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. Ainsi, il n'y a eu aucun retraitement des états financiers de l'exercice antérieur. Ceci a eu pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers :

Postes des états financiers	2023
Placements de portefeuille	2 851 \$
Excédent accumulé - Gains (pertes) de réévaluation cumulés	2 851 \$

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	109 732	294 304
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	8 272	25 559
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	118 004	319 863
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5 (	) (	)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	118 004	319 863
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	89 517	95 612
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Note

La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés sont composés des sommes dédiées à des fins particulières accumulées constituant le fonds local - réfection et entretien de certaines voies publiques pour 51 678 \$ et le fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels pour 8 127 \$. Pour la Régie, le solde inclut la totalité de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie pour 29 712 \$.

5. Débiteurs

		2023	2022
Taxes municipales	9	172 550	123 500
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	654 034	788 682
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	956 447	1 215 040
Organismes municipaux	13	4 407	17 567
Autres			
▪ Autres	14.1	57 016	62 950
	15	1 844 454	2 207 739
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	12 632	12 632
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	293 379	343 202
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	193 909	193 200
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	10 000	40 000
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	156 746	212 280
	27	654 034	788 682

Note**6. Prêts**

		2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1	36 965	3 000
	31	36 965	3 000
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

7. Placements de portefeuille

		2023	2022
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34	84 918	74 140
	35	84 918	74 140
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	84 918	74 140
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37		

Note

Placement de la Régie.

8. Autres actifs financiers

		2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38		
Autres	39		
	40		

Note**9. Emprunts temporaires**

L'emprunt temporaire, au taux préférentiel majoré de 0,5 %, est autorisé à 500 000 \$.

L'emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt no 278, au taux préférentiel, est autorisé à 240 000 \$.

L'emprunt temporaire relatif au règlement d'emprunt no 274, au taux préférentiel, est autorisé à 2 900 000 \$.

10. Crédoeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	110 576	98 321
Salaires et avantages sociaux	42	34 595	47 368
Dépôts et retenues de garantie	43	1 463	237 136
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	45.1	31 682	18 589
▪ Gouvernement du Canada	45.2	13 758	5 998
▪ Organismes municipaux	45.3	2 123	6 598
▪ Intérêts courus	45.4	26 487	25 893
▪ Redevances à payer et autres	45.5	6 954	6 261
	46	227 638	446 164

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. Revenus reportés

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47		
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪ MAMH - volet 4	52.1	18 927	
▪ PÉPPSEP	52.2	6 861	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53	51 678	41 366
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	8 127	2 371
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Autres	60.1	500	2 296
	61	86 093	46 033

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,86	7,20	2024	2047	62	3 903 687	3 665 978
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,78	6,49	2025	2030	68	103 397	93 576
Autres					69		
					70	4 007 084	3 759 554
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(21 517)	(28 322)
					72	3 985 567	3 731 232

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2024	73		373 879	25 690		399 569
2025	74		380 485	25 898		406 383
2026	75		377 662	19 822		397 484
2027	76		387 108	19 713		406 821
2028	77		258 685	16 866		275 551
2029 et plus	78		2 125 868	8 745		2 134 613
	79		3 903 687	116 734		4 020 421
Intérêts et frais accessoires	80		(	13 337)	(	13 337)
	81		3 903 687	103 397		4 007 084

Note

Les versements de capital prévus au cours des cinq prochains exercices ont été établis à partir des tableaux de remboursement prévu en considérant le refinancement des emprunts aux mêmes conditions.

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	19 586
Autres régimes (REER et autres)	88	3 144
Régimes de retraite des élus municipaux	89	59
	90	22 789
		15 861

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

14. Autres passifs

		2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91		82 534
Assainissement des sites contaminés	92		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	89 924	
Autres			
▪	94.1		
	95	89 924	82 534
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96		
Passifs engagés	97	89 924	
Passifs réglés	98	()	()
Charge de désactualisation ¹	99		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	89 924	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent les activités de la Régie relativement aux activités de fermeture et d'après-fermeture du lieu d'enfouissement technique (LET) et sont encadrées par le règlement sur l'élimination et l'incinération des matières résiduelles.

Le passif est comptabilisé au fur et à mesure que le LET est utilisé et ce, en fonction du nombre de mètre cube enfoui.

Pour les obligations liées à la fermeture des cellules, un coût de 3,50 \$/m³ enfoui a été utilisé. Ce coût a été déterminé en fonction de l'historique de fermeture des cellules précédentes ainsi que des coûts actuels connus.

Pour les obligations liées aux activités de post-fermeture, un rapport a été produit par un expert externe afin d'estimer le coût annuel. Ces activités seront d'une durée de 30 ans. En date des états financiers, le coût annuel de ces activités est estimé à 377 025 \$. Pour pourvoir à ces activités de post-fermeture, la Régie se doit de déposer en fiducie un montant annuel correspondant à 4,91 \$/m³ enfoui. Cette évaluation est revue à tous les 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	3 921 198	134 609		4 055 807
Eaux usées	103	4 768 223	374 679		5 142 902
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	12 821 837	413 712		13 235 549
Autres					
▪	105.1	867 047	42 517		909 564
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	1 257 597	1 879		1 259 476
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	998 056	123 866		1 121 922
Ameublement et équipement de bureau	110	66 619	372		66 991
Machinerie, outillage et équipement divers	111	503 346	5 757	4 583	504 520
Terrains	112	663 204	59 778		722 982
Autres	113				
	114	25 867 127	1 157 169	4 583	27 019 713
Immobilisations en cours	115	46 387	8 642		55 029
	116	25 913 514	1 165 811	4 583	27 074 742
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	1 655 506	84 184		1 739 690
Eaux usées	118	1 117 611	125 579		1 243 190
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	6 256 201	299 781		6 555 982
Autres					
▪	120.1	370 209	32 010		402 219
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	408 764	29 021		437 785
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	483 798	66 845		550 643
Ameublement et équipement de bureau	125	60 015	1 014		61 029
Machinerie, outillage et équipement divers	126	384 553	21 826	4 583	401 796
Autres	127				
	128	10 736 657	660 260	4 583	11 392 334
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	15 176 857			15 682 408
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	116 502	29 285		145 787
Amortissement cumulé	131	(12 838)	(16 678)	()	(29 516)
Valeur comptable nette	132	103 664			116 271

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	86 721	99 643
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135		
	136	86 721	99 643
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	86 721	99 643

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Assurances	144.1	53 152	862
▪ Autres	144.2	1 666	
Autres			
▪	145.1		
	146	54 818	862

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels

Suite à une entente intervenue le 2 novembre 2017 avec la Corporation de gestion du parc naturel de Portneuf, la Municipalité a confié à l'organisme la gestion du site du Secteur des gorges de la Rivière Sainte-Anne, du Centre de ski de fond Les portes de l'enfer et du Parc naturel régional de Portneuf sous plusieurs conditions dont entre autres, de céder gratuitement à la Municipalité de Saint-Alban tous les actifs qu'il possédera en relation avec le site soit à la fin de l'entente ou en cas de cessation de ses activités incluant sa dissolution.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

En vertu du Programme d'aide financière pour les bâtiments municipaux (PRABAM), la Municipalité devrait obtenir un transfert de 100 276 \$.

21. Passifs éventuels

s/o

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

N/A

B) Auto-assurance

N/A

C) Poursuites

N/A

D) Autres

N/A

22. Actifs éventuels

N/A

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités, aux prêts et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Non en souffrance	1 479 042	1 678 065
En souffrance :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours		
	1 479 042	1 678 065
Moins la provision pour créances douteuses	(-)	(-)
	1 479 042	1 678 065

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Placement de portefeuille (pour la Régie)

La Régie atténue son risque associé aux placements de portefeuille en respectant ses politiques en matière d'investissement et de placement établies dans le cadre des limites imposées par les lois municipales, lesquelles décrivent les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit. Elle s'assure notamment d'évaluer régulièrement la cote de crédit de ses contreparties et d'investir majoritairement dans des titres émis par des institutions financières réputées ou par des gouvernements fédéraux, provinciaux ou municipaux.

Lorsqu'un placement de portefeuille subit une baisse de valeur durable, sa valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value, laquelle est imputée aux charges de l'exercice. La Régie considère que la qualité de crédit des placements de portefeuille qui ne sont ni en souffrance ni dépréciés est adéquate.

Prêts

Le solde des prêts, déduction faite de la provision pour moins-values, présenté à l'état de la situation financière correspond à l'exposition maximale au risque de crédit.

La Municipalité estime que les concentrations de risque de crédit relatives aux prêts sont limitées puisque les prêts seront remboursés par les citoyens avec leurs taxes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

Pour 2023 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	3 052 968	—	—	—	3 052 968
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	201 151	—	—	—	201 151
Intérêts courus à payer	26 487	—	—	—	26 487
Dette à long terme	399 569	803 867	682 373	2 121 275	4 007 084
	3 680 175	803 867	682 373	2 121 275	7 287 690

Pour 2022 :

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunts temporaires	2 846 170				2 846 170
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	420 271				420 271
Intérêts courus à payer	25 893				25 893
Dette à long terme	354 260	725 957	730 176	1 949 161	3 759 554
	3 646 594	725 957	730 176	1 949 161	7 051 888

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Municipalité est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité et de la Régie est attribuable à leurs actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité et la Régie ont l'intention de conserver leurs placements de portefeuille jusqu'à échéance et prévoient rembourser leurs emprunts et leurs dettes selon l'échéance prévue, elles sont peu exposées à ce risque.

La Municipalité et la Régie sont exposées au risque associé aux variations des taux d'intérêts de leurs emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	300 000	2 752 968	3 052 968
Dettes à long terme	4 007 084	-	4 007 084

31 décembre 2022			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Passifs financiers			
Emprunts temporaires	-	2 846 170	2 846 170
Dettes à long terme	3 759 554	-	3 759 554

De plus, une variation de 1 % du taux préférentiel n'aurait pas une incidence significative sur les résultats de la situation financière de la Municipalité et de la Régie.

Autre risque de prix (pour la Régie)

L'autre risque de prix auquel la Régie est exposée est attribuable aux variations des cours des fonds communs cotés sur un marché actif. Puisque l'exposition de la Régie à ce risque est limitée, aucune mesure de gestion de risque n'est appliquée à cet égard.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	1 692 065	1 844 822	1 900 196			1 900 196
Compensations tenant lieu de taxes	2	32 805	30 147	32 721			32 721
Quotes-parts	3					170 234	
Transferts	4	188 751	148 960	179 942		67 390	247 332
Services rendus	5	106 225	91 900	149 313		85 292	234 605
Imposition de droits	6	76 811	33 500	52 838			52 838
Amendes et pénalités	7	11 757	5 000	19 430			19 430
Revenus de placements de portefeuille	8					4 823	4 823
Autres revenus d'intérêts	9	19 996	1 500	30 262		(131)	30 131
Autres revenus	10	112 980	76 600	108 428		8 740	117 168
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	2 241 390	2 232 429	2 473 130		336 348	2 639 244
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 370 006	227 276	36 636		6 910	43 546
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	23 000		5 250			5 250
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	1 393 006	227 276	41 886		6 910	48 796
	22	3 634 396	2 459 705	2 515 016		343 258	2 688 040
Charges							
Administration générale	23	480 228	439 368	476 092	3 835		479 927
Sécurité publique	24	267 854	284 099	267 029	43 958		310 987
Transport	25	575 504	520 498	716 895	315 674		1 032 569
Hygiène du milieu	26	281 442	282 003	261 326	209 269	338 231	638 592
Santé et bien-être	27	99 534	5 974	10 168			10 168
Aménagement, urbanisme et développement	28	87 265	89 358	66 431	1 536		67 967
Loisirs et culture	29	149 269	185 758	185 116	43 171		228 287
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	140 769	101 945	175 080		8 482	183 562
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	569 905		617 443 (	617 443)		
	34	2 651 770	1 909 003	2 775 580		346 713	2 952 059
Excédent (déficit) de l'exercice	35	982 626	550 702	(260 564)		(3 455)	(264 019)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	982 626	550 702	(260 564)	(3 455)	(264 019)
Moins : revenus d'investissement	2	(1 393 006)	(227 276)	(41 886)	(6 910)	(48 796)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(410 380)	323 426	(302 450)	(10 365)	(312 815)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	569 905		617 443	42 817	660 260
Produit de cession	5				5 778	5 778
(Gain) perte sur cession	6				(5 778)	(5 778)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	569 905		617 443	42 817	660 260
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	12 079		12 922		12 922
Réduction de valeur / Reclassement	10	74 053				
	11	86 132		12 922		12 922
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(202 805)	(317 006)	(349 791)	(36 135)	(385 926)
	18	(202 805)	(317 006)	(349 791)	(36 135)	(385 926)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(76 288)	(85 000)	(48 866)	(1 930)	(50 796)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	6 479	(8 115)			
Excédent de fonctionnement affecté	21	3 500	86 695	81 565	13 933	95 498
Réserves financières et fonds réservés	22					
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				255	255
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(66 309)	(6 420)	32 699	12 258	44 957
	26	386 923	(323 426)	313 273	18 940	332 213
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	(23 457)		10 823	8 575	19 398

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	1 393 006	41 886	6 910	48 796
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	) (	) (	271) (	271)
Sécurité publique	3 (	) (	41 928) (	) (	41 928)
Transport	4 (	1 214 472) (	525 984) (	) (	525 984)
Hygiène du milieu	5 (	1 364 242) (	509 289) (	43 214) (	552 503)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	41 906) (	) (	41 906)
Loisirs et culture	8 (	117 106) (	3 219) (	) (	3 219)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	2 695 820) (	1 122 326) (	43 485) (	1 165 811)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	3 000) (	33 965) (	) (	33 965)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	1 690 400	604 170	29 286	633 456
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	76 288	48 866	1 930	50 796
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16				
Excédent de fonctionnement affecté	17	11 417		3 955	3 955
Réserves financières et fonds réservés	18		55 643		55 643
	19	87 705	104 509	5 885	110 394
	20	(920 715)	(447 612)	(8 314)	(455 926)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	472 291	(405 726)	(1 404)	(407 130)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2023	Total
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	267 988	88 292	29 712	118 004
Débiteurs (note 5)	2	2 139 552	1 763 477	80 977	1 844 454
Prêts (note 6)	3	3 000	36 965		36 965
Placements de portefeuille (note 7)	4			84 918	84 918
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	2 410 540	1 888 734	195 607	2 084 341
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	2 846 170	3 052 968		3 052 968
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	410 242	185 446	42 192	227 638
Revenus reportés (note 11)	12	44 237	86 093		86 093
Dette à long terme (note 12)	13	3 471 767	3 732 493	253 074	3 985 567
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15			89 924	89 924
	16	6 772 416	7 057 000	385 190	7 442 190
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 361 876)	(5 168 266)	(189 583)	(5 357 849)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	14 734 404	15 239 287	443 121	15 682 408
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	99 643	86 721		86 721
Stocks de fournitures	20	14 546	14 546	2 705	17 251
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22		53 865	953	54 818
	23	14 848 593	15 394 419	446 779	15 841 198
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	196 346	(43 790)	47 146	3 356
Excédent de fonctionnement affecté	25	239 096	208 359	18 918	227 277
Réserves financières et fonds réservés	26		144 486		144 486
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (	)
Financement des investissements en cours	28	(1 286 499)	(1 692 225)	(1 406)	(1 693 631)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	11 337 774	11 609 323	189 687	11 799 010
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			2 851	2 851
	31	10 486 717	10 226 153	257 196	10 483 349
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès					
entreprise Québec	1				
Autre	2	474 018	449 300	521 252	525 240
Charges sociales					
Liées au programme Accès					
entreprise Québec	3				
Autres	4	74 726	88 598	104 258	101 206
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	1 074 796	1 164 229	1 345 696	1 274 511
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme					
à la charge					
De l'organisme municipal	9	100 445	137 127	145 609	99 880
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	1 500	37 953	37 953	47 246
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	183 518	255 931	85 697	102 786
Transferts	15				
Autres	16		2 042	4 441	2 629
Autres					
Transferts	17			199	435
Autres	18		22 957	46 694	45 760
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		617 443	660 260	608 458
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪	21.1				51
	22	1 909 003	2 775 580	2 952 059	2 808 202

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 356	223 616
Excédent de fonctionnement affecté	2	227 277	287 203
Réserves financières et fonds réservés	3	144 486	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(1 693 631)	(1 286 501)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	11 799 010	11 520 199
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	2 851	
	8	10 483 349	10 744 517
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(43 790)	196 346
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	47 146	27 270
	11	3 356	223 616
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aque, égout, trai. 136 & 142	12.1	61 332	41 389
▪ Budget	12.2		83 194
▪ Fosses septiques	12.3	23 278	25 072
▪ Parcs et terrains de jeux	12.4	24 607	24 607
▪ SAAQ	12.5	99 142	64 834
	13	208 359	239 096
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie	14.1	18 918	48 107
	15	18 918	48 107
	16	227 277	287 203

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	139 357
Organismes contrôlés et partenariats	22	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	5 129
Autres		
▪	30.1	
	31	144 486
	32	144 486

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 (	)(
Assainissement des sites contaminés	41 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 (	)(
Autres		
▪	44.1 (	)(
	45 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	47 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	49 (	)(
Autres		
▪	50.1 (	)(
	51 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	53 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 (	)(255)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 (	)(
Autres		
▪	56.1 (	)(
	57 (	)(255)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	255
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	255
	64 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	35 363	1 210
Investissements à financer	66 (	1 728 994)(	1 287 711)
	67	(1 693 631)	(1 286 501)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68	15 682 408	15 176 857
Propriétés destinées à la revente	69	86 721	99 643
Prêts	70	36 965	3 000
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72		
	73	15 806 094	15 279 500
Ajustements aux éléments d'actif	74		
	75	15 806 094	15 279 500
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	76 (	3 985 567)(	3 731 232)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (	21 517)(	28 322)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79		253
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80		
	81 (	4 007 084)(	3 759 301)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 (	)(	)
	83 (	4 007 084)(	3 759 301)
	84	11 799 010	11 520 199

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 (	)(
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 (	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20	
Cotisations salariales des employés	21 (	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(
	23	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	
Rendement espéré des actifs	32 (	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	
Charge de l'exercice	34	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées pour lequel la contribution de l'employeur est équivalente à celle de l'employé soit 6 %.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	19 586	13 000
	110	19 586	13 000

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

Concernant le REER de la Régie : taux de cotisation des employés et de l'employeur entre 6 % et 8 %.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114	3 144	2 798
Autres régimes	115		
	116	3 144	2 798

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2023	2022
Cotisations des élus au RREM	118	16	19
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	59	63
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		
	121	59	63
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	1 270 793	1 322 541	1 187 655
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	158 694	164 950	126 051
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	103 065	108 507	92 580
Activités de fonctionnement	8	2 029	2 052	2 030
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	1 534 581	1 598 050	1 408 316
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	102 211	93 139	91 275
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	19 901	20 162	21 052
Matières résiduelles	15	163 986	158 706	141 391
Autres	16.1			
Centres d'urgence 9-1-1	17		6 322	6 623
Service de la dette	18	18 058	17 919	17 510
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20	6 085	5 898	5 898
Activités d'investissement	21			
	22	310 241	302 146	283 749
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	310 241	302 146	283 749
	27	1 844 822	1 900 196	1 692 065

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	1 182	1 182	
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30	17 310	17 310	18 458
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31			
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	4 000	4 483	4 700
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	21 310	22 975	23 158
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 000	1 420	1 321
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 000	1 420	1 321
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44	7 837	8 326	8 326
	45	7 837	8 326	8 326
	46	30 147	32 721	32 805

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			12 587
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie	49	5 000	21 552	21 552
Sécurité civile	50			2 684
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	62 000	82 333	82 333
Enlèvement de la neige	53	62 000	53 566	53 566
Autres	54			91 836
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62		1 531	1 531
Réseau de distribution de l'eau potable	63			
Traitement des eaux usées	64			
Réseaux d'égout	65			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66		20 013	17 852
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72			
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79			3 927
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81	1 000	1 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	82			
Autres	83			
Réseau d'électricité	84			
	85	129 000	159 982	179 995
				190 722

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86			
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88	96 000	35 928	35 928
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			480 962
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101			
Réseau de distribution de l'eau potable	102			223 621
Traitement des eaux usées	103			
Réseaux d'égout	104			645 423
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108		6 910	10 853
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	131 276	708	708
Activités culturelles				20 000
Bibliothèques	121			
Autres	122			
Réseau d'électricité	123			
	124	227 276	36 636	43 546
				1 380 859

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	125			
Péréquation	126			
Neutralité	127			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	128			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129		47 377	35 311
Fonds de développement des territoires	130			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	19 960	19 960	15 881
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133			
Autres	134			
	135	19 960	67 337	51 192
TOTAL DES TRANSFERTS	136	376 236	290 878	1 622 773

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142			
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153			
Traitement des eaux usées	154			
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156		321	266
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159		84	
Autres	160		9 936	6 977
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164		10 341	7 243

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	165			
Autres	166			
	167			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	168			
Rénovation urbaine	169			
Promotion et développement économique	170			
Autres	171			
	172			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	173			
Activités culturelles				
Bibliothèques	174			
Autres	175			
	176			
Réseau d'électricité	177			
	178		10 341	7 243

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Grefe et application de la loi	179				
Évaluation	180				
Autres	181	53 800	100 501	100 501	74 164
	182	53 800	100 501	100 501	74 164
Sécurité publique					
Police	183				
Sécurité incendie	184	3 000	8 010	8 010	1 828
Sécurité civile	185				
Autres	186				
	187	3 000	8 010	8 010	1 828
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	188				
Enlèvement de la neige	189				
Autres	190		5 258	5 258	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	191				
Transport adapté	192				
Transport scolaire	193				
Autres	194				
Autres	195				
	196		5 258	5 258	
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197				
Réseau de distribution de l'eau potable	198		164	164	1 632
Traitement des eaux usées	199				
Réseaux d'égout	200				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	201			46 558	51 094
Matières recyclables	202			28 393	25 476
Autres	203				
Cours d'eau	204				
Protection de l'environnement	205				
Autres	206				
	207		164	75 115	78 202

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210				
	211				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212				
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214		13	13	4 097
Autres	215				
	216		13	13	4 097
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217	23 500	33 217	33 217	23 004
Activités culturelles					
Bibliothèques	218	750	700	700	700
Autres	219	10 850	1 450	1 450	800
	220	35 100	35 367	35 367	24 504
Réseau d'électricité	221				
	222	91 900	149 313	224 264	182 795
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	91 900	149 313	234 605	190 038

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	224	3 500	6 555	6 555	4 920
Droits de mutation immobilière	225	30 000	46 283	46 283	71 891
Droits sur les carrières et sablières	226				
Autres	227				
	228	33 500	52 838	52 838	76 811
AMENDES ET PÉNALITÉS	229	5 000	19 430	19 430	11 757
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	230			4 823	2 438
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	231	1 500	30 262	30 131	20 246
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232			5 778	722
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	76 600	82 740	82 740	81 600
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			(1 252)	(505)
Contributions des promoteurs	236				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237				
Contributions des organismes municipaux	238				
Autres contributions	239		5 250	5 250	31 558
Redevances réglementaires	240				
Autres	241		25 688	29 902	36 398
	242	76 600	113 678	122 418	149 773
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	243				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	61 491	62 901		62 901	62 901	65 316
Greffé et application de la loi	2	4 500	5 607		5 607	5 607	1 759
Gestion financière et administrative	3	251 192	269 594	3 835	273 429	273 429	304 681
Évaluation	4	47 412	51 119		51 119	51 119	46 998
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ AUTRES	6.1	22 081	21 081		21 081	21 081	66 285
▪ SAAQ	6.2	52 692	65 790		65 790	65 790	
	7	439 368	476 092	3 835	479 927	479 927	485 039
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	152 748	159 071		159 071	159 071	149 993
Sécurité incendie	9	131 351	107 958	43 958	151 916	151 916	162 637
Sécurité civile	10						
Autres	11						
	12	284 099	267 029	43 958	310 987	310 987	312 630
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	13	206 866	310 847	315 674	626 521	626 521	602 899
Enlèvement de la neige	14	284 930	373 127		373 127	373 127	225 678
Éclairage des rues	15	20 000	24 122		24 122	24 122	20 569
Circulation et stationnement	16	4 000	4 097		4 097	4 097	7 910
Transport collectif							
Transport en commun	17	4 702	4 702		4 702	4 702	4 123
Transport aérien	18						
Transport par eau	19						
Autres	20						
	21	520 498	716 895	315 674	1 032 569	1 032 569	861 179

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2023	2022	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22						
Réseau de distribution de l'eau potable	23	92 616	76 408	84 777	161 185	197 260	
Traitement des eaux usées	24	19 901	23 630	34 429	58 059	56 119	
Réseaux d'égout	25			90 063	90 063	63 039	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	26	29 445	31 796		41 122	39 167	
Élimination	27	47 104	47 104		105 238	96 003	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	28	24 840	24 654		58 965	55 873	
Tri et conditionnement	29				15 679	6 577	
Matières organiques							
Collecte et transport	30	59 427	53 365		24 689	36 077	
Traitement	31				27 222	25 022	
Matériaux secs	32	2 170	2 169		50 451	45 131	
Autres	33				3 507	1 719	
Plan de gestion	34						
Autres	35						
Cours d'eau	36	6 500	2 200		2 412	2 813	
Protection de l'environnement	37						
Autres	38						
	39	282 003	261 326	209 269	470 595	624 800	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	40	2 900	3 713		3 713	2 412	
Sécurité du revenu	41						
Autres	42	3 074	6 455		6 455	97 122	
	43	5 974	10 168		10 168	99 534	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2023	2022	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	44	62 211	32 933	1 536	34 469	34 469	46 187
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	45						
Autres biens	46						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	47	11 847	12 405		12 405	12 405	13 021
Tourisme	48	15 300	8 171		8 171	8 171	17 240
Autres	49						
Autres	50		12 922		12 922	12 922	12 079
	51	89 358	66 431	1 536	67 967	67 967	88 527
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	52						
Patinoires intérieures et extérieures	53	103 133	90 616	27 254	117 870	117 870	83 075
Piscines, plages et ports de plaisance	54						
Parcs et terrains de jeux	55	49 500	53 530		53 530	53 530	54 877
Parcs régionaux	56						
Expositions et foires	57						
Autres	58		3 684		3 684	3 684	2 276
	59	152 633	147 830	27 254	175 084	175 084	140 228
Activités culturelles							
Centres communautaires	60	14 906	8 626	15 917	24 543	24 543	31 854
Bibliothèques	61	14 316	14 964		14 964	14 964	13 282
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	62						
Autres ressources du patrimoine	63						
Autres	64	3 903	13 696		13 696	13 696	4 003
	65	33 125	37 286	15 917	53 203	53 203	49 139
	66	185 758	185 116	43 171	228 287	228 287	189 367

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	68	100 445	130 780		130 780	138 803	95 190
Autres frais	69		6 347		6 347	6 806	4 690
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	70						
Autres	71	1 500	37 953		37 953	37 953	47 246
	72	101 945	175 080		175 080	183 562	147 126
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74		617 443 (	617 443)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	134 609	134 609	370 321
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			1 026
Conduites d'égout	4	374 679	374 679	992 896
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	413 712	413 712	1 203 018
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			115 710
Autres infrastructures	11	41 268	51 159	12 923
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			22 562
Édifices communautaires et récréatifs	14	709	1 879	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	92 651	123 866	37 649
Ameublement et équipement de bureau	18		372	2 576
Machinerie, outillage et équipement divers	19	4 920	5 757	22 985
Terrains	20	59 778	59 778	4 446
Autres	21			
	22	1 122 326	1 165 811	2 786 112

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	134 609	134 609	369 904
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			192
Conduites d'égout	4	374 679	374 679	991 229
Autres infrastructures	5	454 035	463 926	1 330 401
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			417
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			834
Conduites d'égout	9			1 667
Autres infrastructures	10	945	945	1 250
Autres immobilisations corporelles	11	158 058	191 652	90 218
	12	1 122 326	1 165 811	2 786 112

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 091			3 091
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	791 322		102 451	688 871
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	2 965 141	633 456	283 475	3 315 122
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	3 759 554	633 456	385 926	4 007 084
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	3 759 554	633 456	385 926	4 007 084
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	3 759 554	633 456	385 926	4 007 084

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ

AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	3 753 650
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 581 208
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	5 334 858
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	210 811
Endettement net à long terme	14	5 545 669
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	18 722
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	5 564 391
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	5 564 391
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1	2 500			
Évaluation	2	68 493	51 119	51 119	46 998
Autres	3		21 081	21 081	17 698
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	801	801	801	675
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	4 702	4 702	4 702	4 123
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	72 617	147 124	(23 110)	4 463
Cours d'eau	13	2 195			
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17	3 074	3 903	3 903	1 905
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	13 386	3 249	3 249	10 200
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	11 847	12 105	12 105	12 771
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	3 903			
Activités culturelles	23		11 847	11 847	3 953
Réseau d'électricité	24				
	25	183 518	255 931	85 697	102 786

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	975 947	2 678 067
Frais de financement	4	146 379	17 753
Autres	5		
	6	1 122 326	2 695 820

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	1,03	37,50	2 016,00	*****	*****	*****
Professionnels	2						
Cols blancs	3	1,65	35,00	2 994,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	4,82	40,00	10 035,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	0,52	40,00	1 080,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	8,02		16 125,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			57 188	2 944	60 132
	10	15,02			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	1 531				1 531
Réseau de distribution de l'eau potable	3					
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	176 959	36 636		1 452	215 047
	7	178 490	36 636		1 452	216 578

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	5 237	542
	4	5 237	542
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	5 868	5 986
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	5 868	5 986
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	87 272	57 311
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	87 272	57 311
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	16 741	16 358
Traitement des eaux usées	18	22 129	20 720
Réseaux d'égout	19	37 833	39 852
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	76 703	76 930
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité	40		
	41	175 080	140 769

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
DENY LÉPINE	1.1	Maire	15 625	7 813	85	42
CHRISTIAN CARON	1.2	Conseiller	3 750	1 875		
ÉMILIE GARNEAU	1.3	Conseiller	3 750	1 875		
FRANCIS MARCOTTE	1.4	Conseiller	3 750	1 875	1 948	974
CARMEN MARQUIS	1.5	Conseiller	3 750	1 875		
JULIE QUINTIN	1.6	Conseiller	3 750	1 875		
DENIS PICHÉ	1.7	Conseiller	3 750	1 875		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 195 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

3 10 312 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4 ☒ ☐

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 \$

Ligne 9 : Autres charges

11 \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer

17 \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 \$

Ligne 24 : Libres

20 \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 \$

Montant des pardons de prêts constatés

Solde cumulatif au début de l'exercice

23 \$

Constatés au cours de l'exercice

24 \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

25 \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 5 756 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 _____ \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

34 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

35 ☐ ☐

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 _____ \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 123 499 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 373 127 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 339 066 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 \$

Systèmes de drainage

51 \$

Abords de routes

52 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 339 066 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 712 193 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 2024-04-70

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-04-08

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?
- 59 ☒ ☐
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2022-09-125
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2022-09-12
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 1
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 124
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 57
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?
- 72 ☐ ☒

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	75	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	79	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	82	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87	_____	\$
Ligne 24 : Libres	88	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90	_____	\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2 ☒☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3 ☒☐

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4 ☐☒

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5 ☐☒

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6 ☐☒

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7 ☐☒

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8 ☐☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9 ☐☐

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière
modification : 2024-04-09 09:29 _____

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023		Réalisations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	2 241 390	2 232 429	2 473 130	336 348	2 639 244
Investissement	2	1 393 006	227 276	41 886	6 910	48 796
	3	3 634 396	2 459 705	2 515 016	343 258	2 688 040
Charges	4	2 651 770	1 909 003	2 775 580	346 713	2 952 059
Excédent (déficit) de l'exercice	5	982 626	550 702	(260 564)	(3 455)	(264 019)
Moins : revenus d'investissement	6 (	1 393 006)(	227 276)(	41 886)(	6 910)(	48 796)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(410 380)	323 426	(302 450)	(10 365)	(312 815)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	569 905		617 443	42 817	660 260
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10 (	202 805)(	317 006)(	349 791)(	36 135)(	385 926)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	76 288)(	85 000)(	48 866)(	1 930)(	50 796)
Excédent (déficit) accumulé	12	9 979	78 580	81 565	14 188	95 753
Autres éléments de conciliation	13	86 132		12 922		12 922
	14	386 923	(323 426)	313 273	18 940	332 213
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	(23 457)		10 823	8 575	19 398

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	267 988	88 292	319 863
Débiteurs	2	2 139 552	1 763 477	2 207 739
Placements de portefeuille	3			84 918
Autres	4	3 000	36 965	3 000
	5	2 410 540	1 888 734	2 604 742
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	3 471 767	3 732 493	3 985 567
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	3 300 649	3 324 507	3 456 623
	10	6 772 416	7 057 000	7 442 190
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(4 361 876)	(5 168 266)	(4 547 391)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	14 734 404	15 239 287	15 682 408
Autres	13	114 189	155 132	158 790
	14	14 848 593	15 394 419	15 841 198
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	196 346	(43 790)	223 616
Excédent de fonctionnement affecté	16	239 096	208 359	287 203
Réserves financières et fonds réservés	17		144 486	144 486
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	)	)	)
Financement des investissements en cours	19	(1 286 499)	(1 692 225)	(1 693 631)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	11 337 774	11 609 323	11 799 010
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			2 851
	22	10 486 717	10 226 153	10 483 349

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aque, égout, trai. 136 & 142	1.1	61 332	41 389
▪ Budget	1.2		83 194
▪ Fosses septiques	1.3	23 278	25 072
▪ Parcs et terrains de jeux	1.4	24 607	24 607
▪ SAAQ	1.5	99 142	64 834
	2	208 359	239 096
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3	18 918	48 107
	4	227 277	287 203
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	139 357	
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	5 129	
Autres			
▪	14.1		
	15	144 486	
	16	371 763	287 203

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	5 334 858
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	5 564 391

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	3 091	3 091
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	3 315 122	2 965 141
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	688 871	791 322
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	4 007 084	3 759 554

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	1 692 065	1 844 822	1 900 196	1 900 196
Compensations tenant lieu de taxes	13	32 805	30 147	32 721	32 721
Quotes-parts	14				
Transferts	15	188 751	148 960	179 942	247 332
Services rendus	16	106 225	91 900	149 313	234 605
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	88 568	38 500	72 268	77 091
Autres	18	132 976	78 100	138 690	147 299
	19	2 241 390	2 232 429	2 473 130	2 639 244
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	1 370 006	227 276	36 636	43 546
Autres	23	23 000		5 250	5 250
	24	1 393 006	227 276	41 886	48 796
	25	3 634 396	2 459 705	2 515 016	2 688 040

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	439 368	476 092	3 835	479 927	479 927	485 039
Sécurité publique							
Police	2	152 748	159 071		159 071	159 071	149 993
Sécurité incendie	3	131 351	107 958	43 958	151 916	151 916	162 637
Autres	4						
Transport							
Réseau routier	5	515 796	712 193	315 674	1 027 867	1 027 867	857 056
Transport collectif	6	4 702	4 702		4 702	4 702	4 123
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	112 517	100 038	209 269	309 307	309 307	316 418
Matières résiduelles	9	162 986	159 088		159 088	326 873	305 569
Autres	10	6 500	2 200		2 200	2 412	2 813
Santé et bien-être	11	5 974	10 168		10 168	10 168	99 534
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	62 211	32 933	1 536	34 469	34 469	46 187
Promotion et développement économique	13	27 147	20 576		20 576	20 576	30 261
Autres	14		12 922		12 922	12 922	12 079
Loisirs et culture	15	185 758	185 116	43 171	228 287	228 287	189 367
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	101 945	175 080		175 080	183 562	147 126
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	1 909 003	2 158 137	617 443	2 775 580	2 952 059	2 808 202
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		617 443 (	617 443)			
	21	1 909 003	2 775 580		2 775 580	2 952 059	2 808 202

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Réalisations 2023		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	1 393 006	41 886	6 910	48 796
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 695 820)(	1 122 326)(	43 485)(	1 165 811)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	3 000)(	33 965)(	) (	33 965)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	1 690 400	604 170	29 286	633 456
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	76 288	48 866	1 930	50 796
Excédent accumulé	6	11 417	55 643	3 955	59 598
	7	(920 715)	(447 612)	(8 314)	(455 926)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	472 291	(405 726)	(1 404)	(407 130)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14